



## Consultation de l'ARCEP dans le cadre de l'évolution du cadre réglementaire du dégroupage *[Contribution de l'AFORST]*

*Dans le cadre de la consultation lancée par l'ARCEP le 3 Avril dernier, l'AFORST souhaiterait réagir spécifiquement sur deux points : l'obligation faite à France Télécom de proposer une offre de bitstream triple-play dans les zones non-dégroupées et la réintroduction de l'interdiction faite à France Télécom de commercialiser du triple-play en l'absence de dégroupage effectif d'un NRA donné pour une zone donnée.*

### **Concernant la proposition de l'ARCEP d'imposer à France Télécom une obligation de commercialiser une offre de bitstream triple-play dans les zones non-dégroupées :**

L'AFORST se montre très favorable à cette proposition qui présente de multiples avantages.

L'introduction d'une telle obligation permettra de restaurer une égalité entre les consommateurs. En effet, la situation actuelle montre une absence d'offre de TV sur ADSL dans les zones non dégroupées alors que les réseaux DSL sont le premier canal de diffusion de la TV selon le CSA et ce, devant la TNT.

De plus, l'offre ADSL est riche de centaines de chaînes alors que son équivalent TNT demeure limité à 18 ou 30 chaînes. L'évolution des usages avec la montée en puissance du replay et des services box, ceci couplé avec l'utilisation exponentielle de tablettes numériques font de la TV sur ADSL le vecteur le plus naturel pour accompagner l'évolution des usages.

La TV sur ADSL, outre son importance cruciale pour une meilleure égalité entre les consommateurs et la diffusion des nouveaux usages, est également un facteur de rééquilibrage pour une meilleure relation concurrentielle entre les opérateurs.

En effet, Orange propose à ses clients « dont la ligne ne permet pas de recevoir la TV directement par ADSL » une offre de TV par satellite, qui constitue une solution peu satisfaisante car elle restreint les possibilités de service et, par conséquent, les usages. De plus, une telle manœuvre requiert une taille critique qui exclut de fait des acteurs d'une

capacité plus modeste que l'opérateur historique, ce dernier se retrouvant alors en position avantageuse pour négocier des accords avec les diffuseurs satellites.

Le bitstream trip-play constitue donc une solution intéressante afin de restaurer un équilibre concurrentiel sain et ainsi répondre, par une offre plus simple et réellement adaptée, aux nouveaux usages des clients.

Il convient toutefois de signaler qu'une telle offre va nécessiter l'établissement d'un groupe de travail spécialisé pour être mise au point. Cependant, et même si l'AFORST est bien consciente du travail important nécessaire pour aboutir sur ce dossier, la faisabilité technique et la viabilité pratique d'une telle offre de bitstream trip-play ne pourraient être raisonnablement contestées.

En ce sens, SFR (premier producteur de bitstream triple-play) et Bouygues Telecom (premier acheteur de bitstream triple-play), tous deux membres de l'AFORST, se montrent pleinement volontaires pour apporter leur savoir-faire à ce projet.

La pression concurrentielle exercée par les opérateurs alternatifs est beaucoup plus faible en Zone non dégroupée. Ceci est confirmé par les parts de marché très différentes des différents opérateurs selon la zone étudiée. En zone non dégroupée, France Télécom jouit d'une position dominante que les opérateurs alternatifs n'ont pas les moyens de lui contester, et ce, au détriment des consommateurs. Pourtant, les opérateurs alternatifs constituent une alternative crédible à l'opérateur historique en Zone dégroupée, justement parce qu'ils peuvent proposer une offre triple play performante.

**Concernant la nécessité d'interdire à France Télécom de commencer à commercialiser des offres triple-play dans une zone donnée, alors que le NRA concerné n'est pas encore dégroupé :**

L'AFORST soutient pleinement une telle interdiction qui appuie une concurrence plus équilibrée entre opérateurs et laisse une totale marge de choix pour le client final.

Cette interdiction doit s'appliquer sur le NRA non dégroupé tant que la première proposition de l'AFORST sur le bitstream triple-play n'a pas été mise en œuvre sur ce NRA :

- De manière effective ;
- De façon non-discriminatoire : les caractéristiques techniques du bitstream triple-play doivent permettre de répliquer l'offre de détail d'Orange en ce qui concerne les services de télévision ;
- A un tarif orienté vers les coûts permettant de répliquer les offres de détail d'Orange.

Lors de la précédente analyse du dégroupage en 2011, l'ARCEP avait décidé de changer de position en autorisant l'opérateur historique à commercialiser du triple-play alors que le

NRA concerné n'était pas encore dégroupé, à la condition que ce dernier soit effectivement dégroupable par un opérateur alternatif.

L'AFORST s'est toujours opposée à ce changement de cadre réglementaire du fait notamment que les critères de qualification d'un NRA dégroupable comme la disponibilité d'une offre LFO et la « taille raisonnable » sont flous et n'étaient de surcroît pas indiqués dans l'analyse de 2011.

Nous exhortons donc le régulateur à revenir à un régime d'interdiction strict (en l'absence de bitstream triple-play dans les conditions rappelées ci-dessus) du fait des effets négatifs très importants d'une telle autorisation. En effet, les opérateurs alternatifs subissent, à cause de ce décalage temporel, une migration des clients, bien avant leur arrivée sur le marché. Il leur est donc quasiment impossible de recruter ces clients, privés ab initio de liberté de choix, et par conséquent le plus souvent déjà captés par l'opérateur historique.

De plus, cette autorisation altère gravement l'équation économique du dégroupage. En effet, les membres de l'AFORST rapportent des parts de marchés pouvant être 2 fois plus faibles que celles escomptées du fait de cette seule autorisation donnée à l'opérateur historique alors que ceci concerne des NRA de taille plus modeste (de 500 à 1.000 lignes) au modèle économique déjà fragile.

Cette autorisation ne fait qu'aggraver une situation précaire, dans un contexte macroéconomique et sectoriel difficile. Son abrogation constituerait un signal fort envoyé par le régulateur pour une meilleure transparence et une compétition plus juste entre les acteurs, au bénéfice des clients et des consommateurs. L'AFORST ne peut alors qu'approuver le rétablissement du régime antérieur à 2011.

\*

\*   \*